

POLITIQUE CULTURELLE

Pauvres poètes !

Luc Caregari

Après cinq années de mépris envers les créatifs et de libéralisation à outrance des institutions culturelles, le premier budget vert de la culture était attendu - s'il amorce quelques pas dans la bonne direction, on est pourtant loin d'une révolution copernicienne.

Lire un budget est un peu comme lire les auspices aux temps antiques. Que ce soit en interprétant les vols d'oiseaux dans le ciel ou en trempant ses mains dans les entrailles d'un poulet, les signes ont souvent la langue fourchue et les exégèses peuvent mener à des résultats pour le moins contradictoires. Après une législature ratée sous le signe des libéraux avec l'expérience Maggy Nagel et ses effets de bulldozer, suivie du clientélisme sous la double mandature Bettel et Arendt, la scène culturelle - qui n'allait déjà pas super bien avant, se plaignant d'une politique culturelle qui se limitait à une gestion - était excédée. Et le plan de développement culturel (le fameux KEP), promesse électorale tenue à la dernière minute, a certes permis au secteur de formuler ses revendications (parfois contradictoires) et de disposer d'un levier pour faire bouger la politique, mais n'a pas aidé

à restaurer la confiance. Car tout le monde sait que ce qui compte, c'est l'argent que l'État veut mettre dans la culture, et non pas les indications contenues dans une feuille de route, trop fragile pour servir de contrat entre une administration et les artistes qu'elle est censée représenter.

Commençons donc par le chiffre le plus évident : le budget de la culture représente 0,82 pour cent du budget global. La revendication contenue dans le KEP de passer à un pour cent n'a donc pas été retenue, même si l'enveloppe croît de 15 pour cent. Le un pour cent n'aurait certes pas été une mesure phare, mais plutôt symbolique. Elle aurait montré que l'État apprécie les artistes et toutes les personnes qui travaillent dans le secteur créatif, qu'il prend au sérieux les droits culturels de la population entière. D'autant plus qu'atteindre ce pourcentage n'aurait pas demandé d'effort herculéen : il aurait suffi de déplacer le Film Fund (Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) de son ministère de tutelle actuel (le ministère d'État) à la Culture. Cela aurait aussi enfin fait disparaître le non-sens qui veut que le financement des films luxembourgeois ne soit pas géré par le ministère de la

Culture, alors que d'autres institutions audiovisuelles comme le Centre national de l'audiovisuel (CNA) le sont.

Le Film Fund à un tiers du budget de la culture

Rappelons au passage que le Film Fund, malgré la tenue d'un audit et une levée de boucliers du secteur avant les élections, se voit récompensé dans le budget 2019 - sa dotation passe en effet de 33,9 millions à 37 millions d'euros. Une coquette somme qui représente presque un tiers de l'enveloppe globale du ministère de la Culture (132 millions d'euros en 2019, contre 112,4 en 2018).

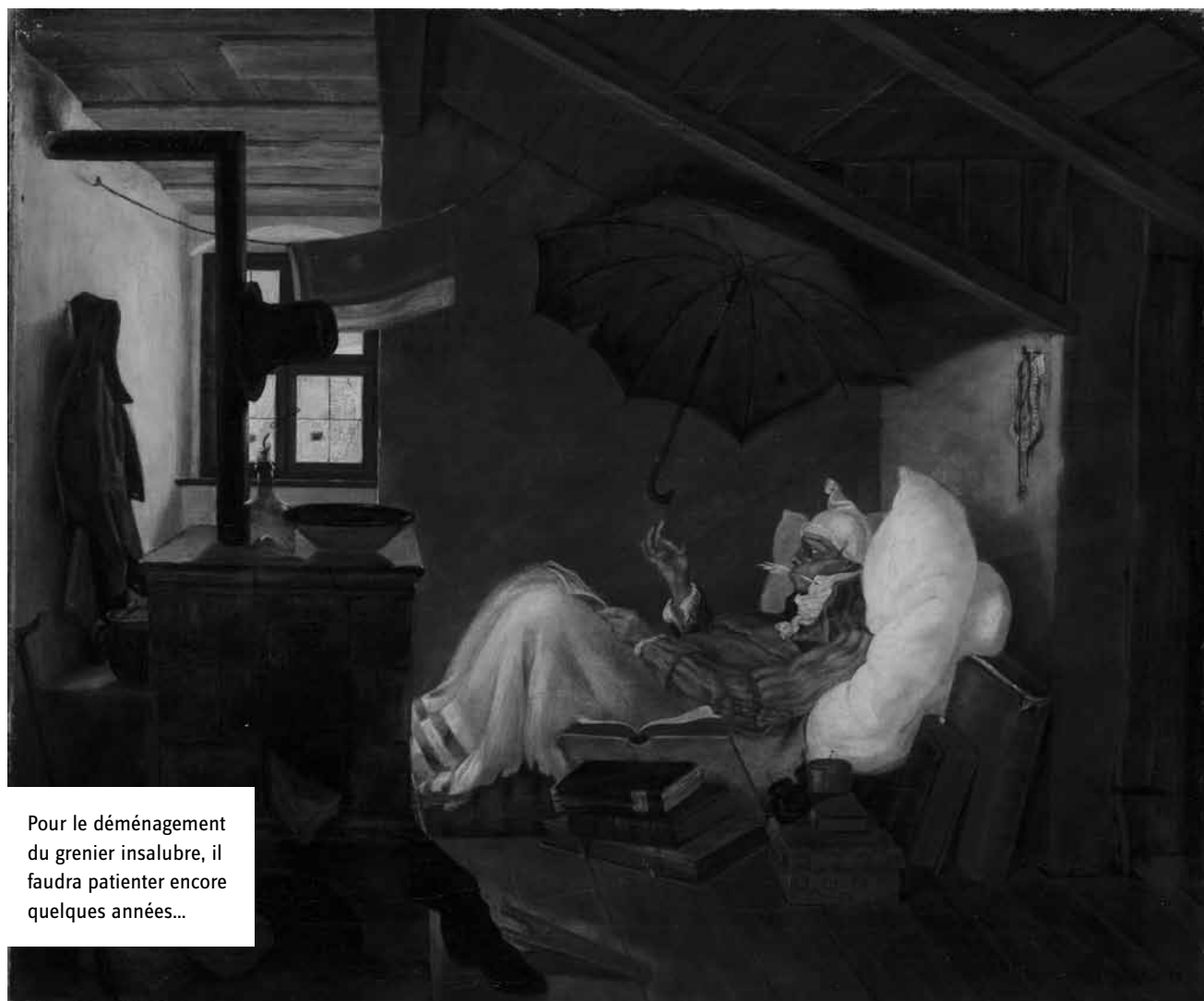
En épluchant des lignes du budget de la culture, on peut observer de prime abord que la logique de l'investissement continu dans les institutions et établissements culturels - au détriment d'un investissement conséquent dans les domaines créatifs - reste de mise. D'abord, les salaires des fonctionnaires et des employé-e-s du secteur explosent carrément, en passant de 29 millions à 41 millions. Certes, l'idée de mieux rémunérer et surtout de recruter plus de personnel dans les administrations et au ministère n'est pas mauvaise. Pourtant, il

semble que cela se fasse sur le dos des indépendant-e-s, intérimaires précaires et autres intermittent-e-s qui se décarcassent pour livrer le contenu géré par ces institutions.

Ainsi, un grand nombre de musées et d'institutions voient une augmentation de la rémunération du personnel (qu'on n'appelle plus traitement des fonctionnaires - les employé-e-s étant désormais dans une seule ligne budgétaire, ce qui rend difficile la recherche des augmentations à l'œil nu). Le Musée national d'histoire et d'art (MNHA) passe de 5,5 à 6,6 millions, la Bibliothèque nationale de 7,4 à 8,8, les Archives nationales de 2,3 à 2,8, le CNA de 3,4 à 4 millions, le Musée national d'histoire naturelle de 5,8 à 7,7 millions, le Centre national de littérature de 1,4 à 1,8 million et le Centre de recherche archéologique du MNHA de 1,7 à 2 millions.

Le Mudam récompensé

Donc, une augmentation remarquable des frais de personnel est engagée. D'un autre côté, les institutions comme la Rockhal, la Philharmonie, le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster et le Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain



© WIKIPEDIA_CARL_SPTZWEIG

Pour le déménagement du grenier insalubre, il faudra patienter encore quelques années...

ne voient pas leurs budgets monter astronomiquement : une centaine de milliers pour les uns et pour d'autres (comme la Philharmonie et ses 21,4 millions d'euros), c'est la stagnation. Seule exception : le Mudam, qui voit sa dotation (ou « participation

de l'État aux frais de fonctionnement de la fondation 'Musée d'art moderne Grand-Duc Jean' » - car le musée n'est pas un établissement public, mais bel et bien une fondation de droit privé) passer de 7,1 à 8 millions d'euros. Et cela malgré le fait que de nombreux dysfonctionnements ont mis en branle le musée et que son fonctionnement interne est discuté en place publique. Cela ne semble pas avoir retenu le gouvernement de récompenser encore une fois le conseil d'administration du Mudam, malgré le fait qu'il est souvent pointé du doigt dans les différends qui l'opposent au personnel. Et le fait que c'est

bien sur injonction du conseil d'administration que le musée est de plus en plus souvent privatisé pour organiser de belles soirées où l'élite financière et politique peut célébrer un entre-soi joyeux aux frais des contribuables.

Autre indicateur d'un budget pas très équilibré en ce qui concerne les priorités : l'augmentation de la ligne consacrée à la coordination de la stratégie numérique nationale, qui passe à 800.000 euros. Par contre, l'initiative « Kulturama », qui propose enfin d'organiser une meilleure coordination entre les milieux artistiques et scolaires, devra se contenter de 25.000 euros - ce qui inclura aussi les cachets des artistes qui se déplaceront devant les classes. On a les priorités qu'on a.

Ce qui se remarque aussi dans une des lignes budgétaires les plus importantes pour les indépendant-e-s du secteur, les conventions avec les

associations - qui font « ruisseler » une grande partie des dotations dans le secteur. Elle passe donc de 7,1 à 8,2 millions d'euros. Une augmentation certes, mais par rapport à ce qu'on vient de voir, elle risque de ne pas changer la donne. Surtout qu'il ne faut pas oublier l'effet Maggy Nagel qui, en supprimant radicalement toutes les conventions pour les rétablir plus ou moins à l'identique après - avait déjà chamboulé le secteur. Ce sont donc une fois de plus les précaires les perdant-e-s de l'histoire. Et une sortie de cette approche n'est pas en vue.

Bien sûr que le fameux « Arts Council » est aussi budgétisé et même prévu pour occuper les locaux de l'ancienne Bibliothèque nationale - ce qui laisse présumer que définitivement, la galerie nationale voulue par Xavier Bettel ne se fera pas à cet endroit, comme l'avait déjà indiqué la

ministre Sam Tanson dans l'heure de questions au gouvernement en répondant aux questions du député libéral André Bauler. Mais cette institution, qui sera discutée dans les ateliers du KEP qui auront lieu jeudi prochain 21 mars à l'Abbaye de Neumünster, est déjà controversée avant sa naissance et risquera de toute façon de mettre quelques années avant de pouvoir fonctionner à plein régime.

Bref, il faudra s'armer de patience et continuer à faire du lobbying pour la culture à l'avenir. Les cinq années de libéralisme à outrance ont laissé leurs traces et cicatrices, mais ont aussi eu l'effet positif de réveiller une scène culturelle un peu endormie. Les artistes et les intermittent-e-s s'en sont retrouvé-e-s plus combattifs-ives et la pression n'est probablement pas près de retomber.

l'information va plus loin sur woxx.lu